

Un monde entre accélération et incertitudes



*La globalisation
rend la
puissance toute
relative*

Sebastian Santander

Professeur

Directeur du Centre de relations internationales (CEFIR)

Département de Science politique

Faculté de Droit, de Science politique et de Criminologie

Université de Liège

Ces trois dernières décennies ont été synonymes de bouleversements et de transformation des structures de l'ordre mondial. À commencer par l'effondrement du monde bipolaire qu'on croyait immuable. Sa disparition et celle de l'Empire soviétique ont fait croire à l'essor d'une « ère unipolaire » construite autour de la puissance et prééminence des États-Unis. Toutefois, la crise américaine de 2007-2008 combinée, notamment, aux échecs des interventions militaires en Irak et en Afghanistan, à l'affaiblissement du leadership intellectuel et moral des États-Unis et à l'essor des pays émergents, sèment le doute sur la nature unipolaire du monde. La Russie, quant à elle, a plongé durant les années 1990 dans une spirale de déchéance avec une perte de la moitié de son PIB, pour connaître, une décennie plus tard, du moins sur le plan politique, un retour en tant que puissance à

vocation planétaire. Aujourd'hui, on ne peut plus ignorer la voix de la Russie dans les affaires de sécurité internationale comme en témoignent les dossiers sur la Syrie, le nucléaire iranien ou la crise ukrainienne.

Une accélération du temps mondial

Cette accélération du temps mondial concerne également d'autres continents. L'Afrique subsaharienne qui jusqu'à il y a peu était délaissée par la mondialisation, car considérée comme une « cause perdue » de l'économie internationale, est désormais courtisée par les acteurs « émergents » et les puissances traditionnelles ; ce qui, d'une certaine manière, occasionne une revalorisation géoéconomique et géopolitique du continent africain. La crise internationale joue un rôle dans la revalorisation de l'Afrique dans le sens où toute une série d'acteurs [ré]-émergents (Brésil, Chine, Inde, Russie), inquiets par les turbulences du premier monde, font le choix de s'intéresser davantage aux rapports avec le continent africain. Dans un grand nombre de pays du monde arabe, les révoltes ou révolutions – selon l'interprétation qu'on en fait – ont balayé précipitamment une série de régimes autoritaires et oligarchiques installés au pouvoir depuis des décennies. Dès lors, – pour paraphraser Antonio Gramsci – « l'ancien monde a déjà disparu, le nouveau monde n'est pas encore là ».

De son côté, l'Amérique latine est passée durant ces trente dernières années par de nombreuses périodes : d'une époque sombre marquée par des régimes autoritaires, des crises économiques récurrentes et un isolement international, à une période de transition politique et économique qui a, entre autres, donné lieu à un alignement sur le *mainstream* néolibéral des années 1990. Cette homogénéisation de la pensée a, à son tour, laissé la place, à partir des années 2000, à une Amérique latine plus hétérogène voire plus fragmentée, mais aussi plus autonome sur la scène internationale. L'Asie a

également été la proie de cette accélération du monde. Après avoir été qualifiée de « miracle » de l'économie mondiale, l'Asie du Sud-Est ainsi qu'une partie de l'Asie-Pacifique se sont enfoncées, durant la deuxième moitié des années 1990, dans une crise profonde et multidimensionnelle pour quelques années plus tard, être considérées comme le lieu où le pouvoir mondial est en train de basculer. Bref, le monde bouge, s'accélère et se complexifie toujours davantage.

La globalisation n'est pas étrangère à cette évolution. D'autant que combinée au phénomène des nouvelles technologies de l'information, la globalisation contribue à faire chuter les barrières temporelles et spatiales occasionnant une certaine déterritorialisation de l'autorité publique ; la crise de 2007-2008 en est une parfaite illustration. Dès lors, si le pivot mondial tend à basculer de l'espace Atlantique à l'arc Pacifique, la globalisation rend la puissance toute relative. Sans aller jusqu'à récuser la notion de puissance comme le font les tenants d'un monde apolaire, on ne peut nier les difficultés criantes que rencontrent les acteurs et organismes internationaux à formuler des solutions communes aux problèmes communs (sécurité alimentaire, surpopulation, réchauffement climatique, défi énergétique, sécurité cybernétique...). Face à une certaine *incontrôlabilité* du monde, aux réticences des acteurs dominants de participer au collectif international et à l'absence de structures de gouvernance mondiales satisfaisantes, les États ont cherché à renouveler leurs intérêts en faveur d'un repositionnement régional. En témoigne toute une série d'initiatives comme le Partenariat transpacifique, l'Union eurasiatique, l'Alliance du Pacifique, l'Union des Nations sud-américaines, ou le Partenariat transatlantique. Face à ce monde qui bouge et se complexifie toujours davantage, *quid* de l'Union européenne ?

Une Europe sans vision ?

La physionomie de l'Europe communautaire a profondément changé depuis la fin de la confrontation Est-Ouest. Mais pas dans le sens des pronostics émis dans l'immédiat post-Guerre froide. Ces pronostics considéraient que la disparition de la menace soviétique faisait perdre à l'intégration européenne un vecteur essentiel à sa cohésion. Ce qui devait, pour certains, occasionner la fin de l'Histoire européenne. À la place, l'Europe communautaire n'a eu de cesse de s'élargir à de nouveaux membres, du fait, sans doute, de l'effet d'attraction qu'elle exerce sur son voisinage immédiat. Elle s'est aussi consolidée en adoptant de nouvelles stratégies et institutions communes. D'ailleurs, dans le domaine des relations internationales, l'éventail des politiques de l'UE est large au point qu'il couvre aujourd'hui tous les enjeux marquants de la politique mondiale contemporaine, y compris la dimension militaire de la gestion des crises. Ceci étant, l'UE des 28 peine à faire sa place sur la scène internationale et à peser dans les grands dossiers de politique internationale du fait qu'elle ne dispose pas d'une « grande stratégie » – à savoir une vision commune sur les grands enjeux géopolitiques. Cette difficulté témoigne de l'inexistence au sein de l'Union d'une réelle boussole supranationale. Dès lors, l'absence de projet politique clair combinée à une imposition récurrente de politiques néolibérales dans les sociétés européennes et à une fuite en avant en ce qui concerne la politique de l'élargissement n'aident pas à sortir l'Europe communautaire de sa crise existentielle. Cette dernière s'est d'ailleurs aggravée suite aux incertitudes qui continuent de peser sur une série d'économies européennes et, partant, sur la zone Euro. Sans compter que la crise économique, sociale et de la représentation que connaît l'Europe alimentent les partis populistes et d'extrême droite anti-construction européenne qui s'organisent toujours davantage pour être en mesure de faire une importante percée lors des élections européennes de mai 2014. La question qui se pose par rapport à l'Europe communautaire est celle

de savoir si la formule de Jean Monnet qui considérait que l'Europe « se fait par les crises », pourra encore résister au poids des pressions économiques et sociales, aux tiraillements politiques ainsi qu'à la résilience des replis nationaux et des forces centrifuges.

Bref, le temps mondial semble s'accélérer et se complexifier toujours davantage. La scène mondiale est plongée dans une transition sans fin qui nous empêche souvent de saisir le sens de l'ordre international actuel, *si tant est qu'il en ait un*. Ainsi, la perte de repères suscite le sentiment particulier qui peut se résumer par cette formule de Ilia Prigogine – prix Nobel de chimie : « la seule certitude que l'on peut avoir est que l'on vit dans un monde d'incertitudes ».